A propos d'une polémique entre «L'Humanité» et «le Nouvel Observateur»

LE PCF ET LA GUERRE D'ALGERIE

Dès le début de la révolution nationale algérienne, ces trois membres du Parti communiste algérien, le fellah Tahar Ghomri, l'ouvrier plombier Bouali Taleb, et l'intellectuel Saïd Lamrani n'ont pas approuvé et suivi les analyses erronées de leur parti. Ils se sont engagés aux côtés de leur peuple en armes. Ils ont été tués au combat contre le colonialisme, pour l'indépendance nationale.

Depuis des années, les dirigeants du Parti communiste français essaient d'accréditer leur version de l'Histoire de la guerre d'Algérie. Mais leurs efforts se heurtent périodiquement à des réactions d'acteurs ou témoins irrécusables d'événements dont la proximité ne permet pas encore de les dénaturer.

Nous avons déjà publié dans *Le quotidien du peuple* (PCML-PCR) la vive opposition du quotidien algérien *El Moudjahid* des 23-24 décembre 1979 à des affirmations contraires à la vérité historique présentes dans l'ouvrage d'André Moine *«Ma guerre d'Algérie»*.

Depuis des mois également, une polémique oppose sur le même sujet *L'Humanité* au *Monde*, et plus récemment au *Nouvel Observateur*. Le sujet du débat concerne la politique et l'attitude du Parti communiste français en face de la Révolution nationale algérienne. Des questions précises en font l'enjeu : le communiqué du Bureau politique du PCF du 8 novembre 1954, le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en mars 1956, l'engagement des communistes algériens et européens dans le combat algérien, etc...

Voici les références des articles publiés au cours des dernières semaines :

—un très long article d'Etienne Balibar (philosophe communiste et collaborateur d'Althusser —*«Lire le Capital»* Tome II—, récemment exclu du PCF), dans *Le Nouvel Observateur* **N° 852 des 7-15 mars 1981, sous le titre** *«PCF : de Charonne à Vitry»*.

—une riposte de *L'Humanité*, sous la plume d'Henri Alleg, dans l'édition du 18 mars 1981 pages 1 et 5, sous le titre *«Le Parti et la guerre d'Algérie»*.

—simultanément, un témoignage de Béatrice Maillot (sœur de l'Aspirant Henri Maillot qui, communiste algérien, passa en 1956 de l'armée française au maquis en emmenant un camion d'armes, puis fut tué au combat dans la région d'Oued-Fodda), publié par *Le Nouvel Observateur* **N° 853 des 16-22 mars 1981, sous le titre** *«Communistes, oui... mais Algériens!»*.

Henri Alleg est mis en avant par le PCF, qui ne dispose pas de témoin authentiquement Algérien. Alleg est un patronyme arabe, certes. Mais ce n'est qu'un pseudonyme derrière lequel se trouve un journaliste dont l'origine n'est ni algérienne, ni européenne d'Algérie (pied-noir), ni juive d'Algérie. En 1957, il a subi la torture après avoir été arrêté en sa qualité de communiste. Selon un brochure du PCF, *«en novembre 1956, pour échapper à la mesure d'internement qui frappait la plupart des collaborateurs du journal (Alger-Républicain), Alleg avait été contraint de passer dans la clandestinité»*. Peu avant son arrestation, il avait eu une conversation avec George Catogni, un de ses camarades, qui atteste de la confusion dans laquelle se trouvaient les communistes devant les actions militaires violentes déclenchées par le FLN au cœur même d'Alger. Il semble difficile de créditer Alleg d'une activité concrète effective en dehors de la nécessité pour lui de se soustraire aux recherches policières. Nous n'en condamnons pas moins les sévices qu'il a subis, ainsi que ceux subis par qui que ce soit. Le courage et l'endurance d'Alleg comme ceux du malheureux Maurice Audin, font partie de l'Histoire même s'ils ne résultaient pas de participations directes au vaste mouvement révolutionnaire du peuple algérien sous la direction de ses organisations nationales politique et militaire (FLN et ALN).

Henri Alleg a été arrêté en tant que membre du PCA pendant la bataille d'Alger et longuement torturé.

Mais ces qualités de résistance à la torture, à l'honneur d'un journaliste qui après guerre passa d'*Alger-Républicain* (de nouveau interdit) à *L'Humanité*, l'autorisent-elles à proclamer des contre-vérités, c'est une autre affaire. Or, c'est là malheureusement l'imposture que tentent les dirigeants du PCF en utilisant le passé et les noms d'Henri Alleg et de quelques autres militants communistes victimes de la répression, fort peu nombreux au demeurant. Il ne s'agit pas là évidemment des camarades qui se sont délibérément engagés dans la révolution nationale algérienne et qui y ont combattu non sur les objectifs des communistes, mais pour ceux du peuple algérien tout entier.

En prenant pour base l'article de *L'Humanité* **du 18 mars 1981, nous voulons apporter nos témoignages et critiques, en tant qu'ancien membre du Parti communiste français ayant vécu cette époque comme militant. Nous ajouterons quelques critiques au sujet des articles du** *Nouvel Observateur*.

Alleg commence par évoquer *«l'action anticolonialiste du PCF durant (la) période (du) combat pour l'indépendance de l'Algérie»*. **Il aborde là une question d'autant plus délicate que l'attitude tactique du PCF n'a pas été toujours la même du début des hostilités à leurs fins. Le PCF peut utiliser à son avantage toute une série d'ambiguités de sa politique entre 1954 et 1962. Une étude approfondie reste nécessaire. Il est certain qu'a prévalu longtemps dans ses rangs et publiquement le mot d'ordre** *«Paix en Algérie!»*. **Les intéressés pourront à coup sûr sortir de leurs archives différents textes destinés à justifier leur anticolonialisme. Mais on sait que la distance entre les paroles et les actes prend souvent les dimensions d'un fossé infranchissable. Ce mot d'ordre principal du PCF était à usage strictement français et ne comportait aucune conséquence de soutien concret aux patriotes algériens eux-mêmes. Nous parlons ici d'un soutien direct, qui aurait pu s'exercer de façon clandestine pour le moins. En réalité les campagnes du PCF visaient à préserver sa légalité avant toute chose, à le placer en position favorable sur le plan des élections successives qui pouvaient intervenir, à préserver ses possibilités d'alliance avec le Parti socialiste. C'était l'époque où Maurice Thorez lui-même qualifiait les mesures militaires françaises en Algérie de** *«point spécial»* **dans un éditorial destiné à justifier le vote des députés communistes en faveur des fameux** *«pouvoirs spéciaux»* **demandés par le chef du gouvernement socialiste Guy Mollet. Vous pouvez lire sous sa plume, dans** *L'Humanité* **du 27 mars 1956, que ce vote** *«visait à préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialistes...»*, **et cette affirmation péremptoire :** *«Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre cette perspective générale en se laissant aller à la rupture sur un* point spécial.» **(souligné par nous). Les luttes des patriotes algériens étaient de la sorte sacrifiées à l'unité socialistes-communistes en France, dans un moment où le gouvernement socialiste renforçait la répression et favorisait, s'il ne l'encourageait pas expressément, le recours à la torture en Algérie. Le gouverneur général de cette colonie n'était autre que le socialiste Robert Lacoste.**

Plus loin, Alleg s'en prend, sans les nommer d'ailleurs, aux socialistes qui *«se sont faits une spécialité d'attaquer le Parti sur cette époque de son histoire pour mieux faire oublier leur propre passé qui les gêne, car... en ce temps-là, ils ne prouvèrent quant à eux ni la clairvoyance, ni le courage, ni l'attachement à la liberté des peuples dont ils se vantent aujourd'hui.»* **Bien sûr. Voilà des vérités que nous avons rappelées depuis longtemps, depuis même que nous nous sommes constitués en formation communiste fidèle aux principes marxistes-léninistes, notamment aux enseignements de Lénine sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Encore faudrait-il indiquer, pour l'honnêteté de l'Histoire, que certains socialistes n'ont pas suivi leurs dirigeants et se sont engagés dans le soutien aux patriotes algériens. Plusieurs d'entre eux en vinrent de la sorte à participer à la constitution du PSU. Mitterrand, quant à lui, n'était pas membre du Parti socialiste SFIO, ce qui ne l'empêchait pas d'adopter les positions coloniales et répressives que l'on sait.**

Mais alors, pourquoi le même Alleg s'efforçait-il de dédouaner ces hommes, à l'époque de la grande lune de miel de l'Union de la gauche? Dans *L'Humanité* **du 3 mai 1977, il écrivait textuellement :** *«Il y a... de lourdes responsabilités chez certains de ceux qui sont aujourd'hui nos alliés...* **(voilà qui était exact — note de JJ)** *... Qu'aujourd'hui ces mêmes hommes, sans qu'ils aient fait leur autocritique, se battent du bon côté —qu'ils tentent de donner de la France une image nouvelle à des peuples longtemps placés sous la coupe du colonialisme et de gouverneurs socialistes SFIO —eh bien! j'estime que c'est un exemple des immenses progrès réalisés par certaines idées...»* **Alleg disait ainsi en 1977 le contraire de ce qu'il proclame maintenant, quel crédit pouvons-nous lui accorder?**

Le journaliste de *L'Humanité* **crédite ensuite le PCF d'avoir pris une** *«position claire»* **pendant la guerre d'Algérie. En nous appuyant sur quatre autres affirmations dues à sa plume, nous allons démontrer que la réalité fut exactement à l'opposé.**

Henri Maillot, aspirant dans l'armée française, est passé au maquis en emmenant un camion d'armes pour les patriotes algériens. Blessé au combat, il a été achevé sur place, ainsi que son camarade Maurice Laban (ancien des Brigades internationales d'Espagne) et d'autres combattants algériens.

1°) Sur les tortures. Il va de soi que le PCF ne les a pas soutenues et que nombre de ses militants les ont condamnées pour ce qu'elles furent, des crimes colonialistes, fascistes et racistes. Pourtant, et voilà qui n'est pas très *«clair»*, **la direction du PCF, à une certaine époque, mit une sourdine à la réprobation des tortures. Dans l'hebdomadaire fédéral du PCF des Bouches-du-Rhône, ou j'avais présenté** *«La Question»* **le 9 mars 1958 sous le titre** *«Un livre qu'il faut lire»*, **j'avais aussi publié le 15 novembre 1959 une présentation des** *«Cahiers verts des disparitions et des tortures en Algérie»* **édité par la revue** *«Les temps modernes»* **dirigée par Jean-Paul Sartre. Dès la session suivante du Comité fédéral à laquelle je participai, je fus appelé par François Billoux, membre du Bureau politique. Il m'expliqua avec fermeté qu'en rédigeant cet article j'avais cédé au courant de la petite bourgeoisie et des intellectuels du genre de Sartre. Le Parti, me déclara-t-il, ne devait pas participer à la campagne humaniste qui mettait en avant les tortures, il devait frapper avant tout la cible principale, la guerre imposée par le gouvernement au peuple français. Le Parti luttait d'abord pour la paix en Algérie... J'aimais beaucoup Billoux pour son intelligence et son passé de dirigeant communiste inflexible et courageux. Cependant il ne parvint pas à me convaincre de l'opportunité de faire une distinction et d'introduire un ordre de priorité entre la guerre et les tortures. Ces dernières à mes yeux étaient l'une des plus horribles manifestations concrètes de la guerre.**

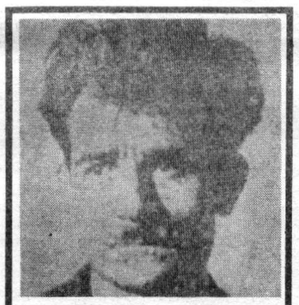
2°) Sur *«La Question»* **d'Henri Alleg. C'est par la suite que je me mis à diffuser très largement** *«La Question»* **et** *«La Gangrène»* **éditées par les Editions de Minuit. Je prends acte des explications actuelles d'Alleg justifiant le fait que ce ne soit pas le PCF qui ait édité son récit. Elles me paraissent confirmer une position opportuniste, mais je les accepte comme élément de l'analyse historique. Ce que ne révèle pas Alleg, l'ignorant peut-être de bonne foi (il était alors en prison), c'est que le Parti n'assura nullement l'organisation de la diffusion (qui eut pu devenir** *«militante»*) **de son ouvrage édité par autrui pour son compte si j'ai bien compris! La quantité de** *«La Question»* **alors mise en vente dans les librairies du Parti resta tellement insuffisante qu'il fallut s'approvisionner ailleurs, avec discrétion. Ainsi, à Marseille, je dûs prendre une initiative individuelle** *«hors Parti»* **: établir des relations avec le gérant de la** *«Librairie des cent mille bouquins»* **(boulevard Dugommier) et le charger de me procurer une certaine quantité de ces ouvrages. Je parvins de la sorte à en diffuser plus de 150 exemplaires, y compris auprès de nombreux camarades. Sans cette action aucun des 15 camarades de ma cellule d'entreprise n'aurait eu en mains la précieuse dénonciation d'Henri Alleg.**

3°) Le quotidien du PCF fournit une version unilatérale de l'Histoire en recourant à de subtiles ressources du langage. Alleg crédite la direction du Parti des évasions réussies par lui-même et par plusieurs *«patriotes algériens, communistes et FLN»*. **Remarquez bien : il ne dit pas** *«communistes* ou *FLN»*. **Car, en effet, le PCF a organisé des évasions. Et il a bien fait, naturellement. Mais il faut savoir que les seuls bénéficiaires furent tous des membres du Parti, ou très proches sympathisants, qui appartenaient aussi au FLN après 1956. Le PCF n'a pas aidé à s'évader des patriotes algériens non communistes ou proches sympathisants. C'est ici toujours la question du soutien direct aux Algériens en tant que tels, qui demeure posée et qui provoque une réponse négative.**

4°) Dans son plaidoyer pro-PCF, Alleg va jusqu'à évoquer *«les milliers de communistes, morts ou vivants, qui durant des décennies se sont battus —parfois le dos au mur— contre le colonialisme pour défendre le droit des peuples coloniaux à l'indépendance.»*

C'est là encore une interprétation toute subjective et unilatérale de l'Histoire. Que les communistes en Algérie aient dû longtemps faire preuve de courage, face à une population européenne qui bénéficiait largement de tous les avantages de la colonisation, n'est aucunement contestable. Ils ont aussi connu les camps d'internement en 1939-40, puis de 1956 à 1962. Mais que la ligne du PCF de 1920 à 1936, puis du PCA de 1936 à 1962 ait été marquée principalement par la lutte pour l'indépendance du peuple algérien, c'est faux, c'est rigoureusement faux. D'ailleurs les dirigeants des partis communistes dans les colonies ont révélé ce qu'il en fut exactement. Je ne parlerai pas de ce dirigeant exclu en décembre 1947 sur ordre du PCF et qui en a largement traité dans son ouvrage *«Le meilleur combat»*. **Amar Ouzegane vient de mourir.**

Sans aller certes jusqu'au fond de l'autocritique nécessaire, Bachir Hadj Ali par exemple, ancien secrétaire du PCA, a dévoilé les déviations en cause. Dans un discours prononcé en septembre 1964 à Berlin, il a critiqué les *«faiblesses»* **des communistes en mentionnant : 1) la sous-estimation du mouvement national des colonies au sein de la classe ouvrière des pays capitalistes. Mais qui donc, sinon les partis communistes de ces pays avaient pour tâche léniniste d'éduquer leurs classes ouvrières respectives? 2) la sous-estimation du mouvement national dans les partis marxistes des pays coloniaux. Le leader algérien a admis cette déviation pour le cas de l'Algérie jusqu'en 1946 (ce qui reste limité et insuffisant).**



Opposé aux directives du PCA, Fernand Yveton s'est engagé dans la révolution nationale algérienne. Arrêté pendant la bataille d'Alger, condamné à mort, il a été guillotiné à la prison de Barberousse avec deux autres patriotes algériens (à l'époque Mitterrand était ministre de la Justice).

Mais qu'Henri Alleg relise donc cependant ce passage de Bachir :

«La sous-estimation de la puissance du sentiment national était liée à la sous-estimation des possibilités révolutionnaires de la bourgeoisie à telle ou telle étape de la lutte, à la sous-estimation, surtout, du rôle de la paysannerie pauvre, armée fondamentale de la révolution dans des pays coloniaux, à la surestimation, par exemple, en Algérie, colonie de peuplement, du rôle révolutionnaire des travailleurs d'origine européenne sur lesquels s'exerçait l'influence colonialiste. En outre, jusqu'en 1946, la force du mouvement national algérien était sous-estimée, ce qui aboutissait à faire dépendre la libération de l'Algérie de la libération de la France et amenait à reléguer parfois au second plan le mot d'ordre d'indépendance, alors qu'il aurait fallu le maintenir y compris pendant la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, en le liant à l'objectif principal de l'heure : la lutte générale des peuples contre l'hitlérisme. En outre, pendant longtemps le problème de la nation était posé sur des bases fausses...»

Le même dirigeant critiquait aussi le fait *«qu'il est arrivé à certains partis communistes, surtout à leurs débuts* **(et par la suite aussi, ajouterions-nous —note de JJ),** *de garder souvent les yeux tournés vers l'Europe et les partis communistes européens et d'oublier que, poursuivant un même objectif, le socialisme, les partis marxistes-léninistes pouvaient avoir des points de vue différents dans l'application de tel ou tel mot d'ordre, de telle ou telle orientation, en fonction de leurs réalités nationales respectives.»*

Le PCF a-t-il tenu compte des leçons cuisantes que lui ont infligées l'Histoire et les lutte héroïques des peuples colonisés? Nullement. Il continue à adopter une idéologie et une politique similaires vis-à-vis des peuples encore colonisés par la France. Mais certains partis communistes des prétendus *«départements et territoires français d'outre-mer»* **ne se laissent plus manipuler comme naguère l'accepta le PCA. Demandez un peu à Marchais pourquoi il ne se rend pas en Guadeloupe ou en Martinique!...**

L'article paru par ailleurs sous la signature d'Etienne Balibar dans *Le Nouvel Observateur* est intéressant, certes, mais comporte quelques affirmations discutables.

Quand ce militant proclame que la manifestation au cours de laquelle furent tués huit camarades français pesa *«de tout son poids»* pour décider de Gaulle à reconnaître au FLN algérien sa vocation à gouverner le pays, il se fait beaucoup d'illusions et mutile, avec une évidente sincérité, la réalité de l'Histoire. Ce qu'il indique ensuite au sujet des massacres parisiens de travailleurs algériens le 17 octobre 1961 est par contre fort juste. Le *«poids»* décisif et massif qui imposa au gouvernement français d'entrer dans la voie des négociations fut avant tout celui du peuple algérien, de ses luttes, de ses combats, de sa guerre de libération. Le *«poids»* des actions du peuple français, seulement réveillé dans sa masse par les crimes de l'OAS sur le territoire même de la France, peut être comparé au poids d'une alouette à côté des sacrifices du peuple algérien qui ont le poids d'un éléphant (pour reprendre une image du quotidien *El Moudjahid*).

Enfin quand Balibar parle de *«bavures»* **à propos de Vitry et Cormeilles, il crée encore des illusions. Ce ne sont pas des** *«bavures»*. **C'est tout simplement le fond de leur idéologie que montrent les dirigeants du PCF. C'est le même fond idéologique qu'à l'époque où, avant 1939, ils n'ont rien compris au caractère national de** *L'Etoile Nord-Africaine*, **ou bien lors des premières années de la guerre d'Algérie quand ils proclamaient que les actions armées en cours pouvaient être** *«des provocations»*.

En vérité, de même qu'à la fin du XIXe siècle s'annonçaient de façon encore très minoritaire, les positions justes de Lénine au sein de la Deuxième Internationale, positions qui allaient provoquer le grand clivage de 1919, aujourd'hui et depuis trente ans les partis communistes connaissent des divisions internes ou des divisions internationales qui correspondent au respect ou au mépris du grand principe d'égalité entre partis et entre communistes de pays différents. Ce clivage passe d'abord par le reconnaissance de la nécessité pour tous de se conformer au principe léniniste exprimé dans la huitième des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (dans les années 20) qui codifiait le soutien aux peuples des colonies par les prolétariats des pays capitalistes.

Il n'est pas douteux que ce clivage verra triompher le point de vue de ceux qui sont encore minoritaires actuellement en France. Le plus tôt sera le mieux. Tous les événements des dernières décennies ont donné amplement raison à leurs convictions.

Jacques JURQUET